

Durant trois années (2014 -2017) la délégation AGIR Anjou-Maine a été partenaire de l'association Tinb Keeta de Bobo Dioulasso, dans le cadre d'un PSI référencé BUK P 140.

A l'époque où ce projet a été lancé, le taux d'achèvement du cycle primaire au Burkina était de 32,8% pour un taux brut de scolarisation d'environ 63% (un des plus faibles d'Afrique). Les structures telles que celle mise en place dans ce projet permettaient à beaucoup de jeunes filles exclues du système scolaire en fin de CM2 de repasser le certificat d'études primaires ou l'examen d'entrée en classe de 6^e, et de bénéficier, en sus, d'une formation pré professionnelle leur permettant d'échapper à un avenir fait, au mieux, de servitude familiale.

(voir inserts « Atelier des décideurs » pages 1 à 3 du descriptif suivant.)

Des chiffres plus récents (UNICEF 2014 & UNESCO 2015*) montrent que 48% des enfants en âge d'être scolarisés en primaire ne le sont toujours pas, avec un pourcentage allant jusqu'à 69% pour les plus pauvres et 55% dans le monde rural.

Et, pourtant, le Burkina Faso a réalisé des progrès étonnants sur les dernières décennies puisque près de 60% d'enfants étaient non scolarisés au début des années 2000.

Beaucoup d'établissements privés avaient vu le jour depuis 15 ans, ainsi les Bisongos (patronnés par l'UNICEF) mis en place dans les zones rurales et péri urbaines, et relancés selon un plan à 5 ans depuis 2011, mais également beaucoup d'établissements à but lucratif, non déclarés.

Récemment, le gouvernement du Burkina Faso, suite à un diagnostic posé en 2016, a décidé de réexaminer son plan sectoriel de l'Education et de la formation, et de le relancer sur une période allant jusqu'à 2030.

Deux phénomènes ont plus particulièrement influé sur l'évolution de cette situation :

- Un état fragilisé par l'insurrection populaire de l'automne 2014 et donc une désorganisation momentanée des structures étatiques ;
- Un accroissement de l'activité terroriste dans la bande sahélienne du Burkina entraînant des déplacements de population vers le centre et le sud du pays, créant ainsi un afflux de jeunes dans des établissements scolaires déjà bien chargés.

Très récemment, (septembre 2018), le Ministère de l'éducation du Burkina a lancé une inspection sur l'ensemble du territoire national, inspection qui a révélé que 649 établissements scolaires fonctionnaient de façon illégale dans le pays, dont 226 immédiatement fermés.

*« . Parmi ces établissements en porte-à-faux avec la loi, 423 sont récupérables. Selon le ministre Ouaro, ces établissements, bien qu'ils ne soient pas reconnus, possèdent des infrastructures adéquates. Ils remplissent les conditions d'ouverture. C'est-à-dire qu'ils disposent des superficies suffisantes et des cadres appropriés pour les apprenants. L'administration va les accompagner à régulariser leur situation dans un délai de six mois. »***

Ceci est à mettre en rapport avec l'article suivant *« Chaque année, il y a environ 500 000 enfants qui arrivent au CP1. Le problème que nous avons, c'est surtout au niveau des infrastructures. Nous n'arrivons pas à construire suffisamment d'écoles pour accueillir les enfants en âge d'aller à l'école »****

C'est dans ce contexte que madame Fatoumata MAÏGA, présidente de l'association Tinb Keeta, a décidé de présenter son nouveau projet à la collectivité locale et aux représentants locaux de l'éducation nationale, qui lui ont donné le feu vert.

*Voir rapport annexé : Rapport UNESCO 2015 – Education pour tous.

**Lefaso.net – 07 septembre 2018

*** Ibrahim Kaboré, secrétaire permanent du Programme de développement stratégique de l'éducation de base (PDSEB)